



Les gaziers français plus que jamais en première ligne



L'Alliance CFE UNSA Énergies salue l'engagement des salariés de la filière gazière française qui répondent présents face aux défis posés par la crise énergétique européenne, conséquence de la crise russo-ukrainienne. Plus que jamais, ils sont au cœur de l'enjeu de sécurité et de souveraineté énergétiques de l'Europe, à condition qu'on leur en donne les moyens !

Dans le contexte actuel de tensions sur le marché gazier européen renforcées par la crise russo-ukrainienne et les débats sur un éventuel embargo sur le gaz russe, l'ambition de faire du développement des gaz bas-carbone comme de l'hydrogène des accélérateurs de la transition énergétique, est déçue.

Face à la question d'une « sortie à terme » du gaz russe, l'accélération en direction d'une indépendance énergétique est au cœur des préoccupations des pays européens. La France ne fait pas exception, bien qu'elle soit moins exposée que la plupart de ses voisins aux risques de dépendance à un seul fournisseur. La France a déjà, et de longue date, diversifié et fiabilisé ses approvisionnements gaziers, comme les modes et voies d'acheminement. Ainsi, les contrats russes ne pèsent que 17 % de la consommation française.

La France dispose aussi de l'une des plus grandes capacités européennes de stockage gazier, répartie sur 16 stockages souterrains, soit l'équivalent de 26 % de la consommation annuelle française. Reliés par plus de 37000 km de réseaux de transport, l'un des plus vastes d'Europe, ils offrent une capacité permettant de couvrir plus de 60 % des besoins lors des pointes de froid.

Enfin, avec ses 4 terminaux méthaniers à Dunkerque, Fos et Montoir, la France est également l'une des grandes portes d'entrée du GNL sur le marché européen, contrairement à d'autres pays européens qui n'ont pas équipé leurs façades maritimes de telles infrastructures. Ceci lui permet d'envisager plus facilement l'approvisionnement issu de nouveaux contrats GNL, mais aussi actuellement de soulager ses voisins européens dépendants des flux russes via une inversion des flux de l'ouest vers l'est de l'Europe. Rappelons enfin que les stockages étaient bien remplis, à 88 %, au 1^{er} novembre dernier, conformément aux obligations légales françaises.

Face aux risques pesant sur l'hiver prochain, les transporteurs et distributeurs français étudient par

ailleurs les modalités de possibles délestages sur les grands consommateurs, en cas de pénurie à la pointe, afin de sécuriser l'approvisionnement des sites sensibles et le chauffage des particuliers, en maîtrisant au mieux l'impact. Cette crainte pour l'hiver prochain est généralisée en Europe.

Malgré ces atouts, toute la chaîne gazière subit actuellement une très forte pression pour « faire encore plus ». Face à cette situation inédite, il est nécessaire de défendre le rôle et la place des infrastructures gazières. Les gaz renouvelables et l'hydrogène bas-carbone pourraient en effet couvrir 20 % de notre approvisionnement gazier d'ici 2030, soit autant que le gaz russe actuellement, alors que les gaz renouvelables et bas-carbone permettent de valoriser les effluents agricoles, les déchets solides ou humides, sont produits en France, stockables et bénéfiques pour notre agriculture et nos territoires, et ont le potentiel pour couvrir 100 % de nos besoins français de gaz d'ici 2050 en se combinant avec l'hydrogène.

Pour répondre présent à un rôle plus important demain dans l'Europe du gaz, la France doit diversifier encore plus ses sources d'approvisionnement et poursuivre le développement de ses infrastructures gazières complémentaires, même si elle a une longueur d'avance en matière de diversification, héritage de Gaz de France, sur d'autres pays qui courent aujourd'hui partout, comme des canards sans tête, pour tenter d'acheter du gaz. Mais tout ceci ne réussira qu'en s'appuyant sur une politique de ressources humaines motivante, car il faut s'attendre à une forte sollicitation des équipes en 2022-23 et les risques de démotivation, voire d'épuisement, combinés à un manque de ressources et compétences, ne sont pas à exclure.

Bref, les challenges pour les gaziers, en France comme en Europe, sont majeurs... en espérant que l'Union Européenne arrête de saper la confiance de son industrie gazière !